



ÉTUDE DOSSIER

1217

Approche pluridisciplinaire de la corruption

Avant-propos

La loi Sapin II et celle du 27 mars 2017 sur la responsabilité des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre poursuivent la même logique¹. Dans les deux textes, le législateur a demandé aux entreprises de s'impliquer dans une lutte, dans le premier, pour défendre les droits humains et l'environnement, et, dans le second, pour combattre la corruption. Le 27 mars 2019 était organisée à l'Université Paris-Dauphine une conférence pour les deux ans de la loi sur le devoir de vigilance en présence de chercheurs dauphinois et étrangers et de représentants de la société civile. Il était donc naturel que notre université accepte la proposition de l'Agence française anticorruption d'organiser en partenariat une conférence à l'occasion de la journée mondiale anti-corruption pour célébrer les trois ans de la loi Sapin II. La place de Dauphine était naturelle. Notre université est attachée à la responsabilité sociale et elle a donc très naturellement développé plusieurs formations autour de ces sujets (Exécutive Master Compliance et Certificat Compliance Anti-corruption, Vigilance & Protection des données personnelles). Elle promeut la pluridisciplinarité. Or, le thème de ce jour requiert de recueillir des compétences multiples : historiens, sociologues, entreprises, ONG, juristes, chercheurs, etc.

Ce colloque présente l'originalité d'apporter une réflexion sur la notion très fondamentale de corruption. Est-ce un phénomène courant en France ? Son appréhension est-elle différente qu'aujourd'hui ? Comment peut-on lutter contre un ennemi invisible, un phénomène dont on ne connaîtrait pas les contours ? L'enjeu est fondamental tant pour les États que pour les entreprises et les particuliers. Il faut connaître les risques pour mettre en place des mesures efficaces. Le caractère occulte ou dissimulé de la corruption alimente le manque de confiance de l'opinion publique. À défaut, ces dispositifs demeureront purement théoriques. On ne peut donc qu'espérer que ces réflexions contribueront à l'avancement des connaissances pour mieux cerner la notion de corruption et ainsi mieux lutter contre ce fléau.

Isabelle Huault,

présidente de l'université Paris Dauphine-PSL